

Initiatives ministérielles

J'aimerais que la députée dise à la Chambre quelles sont exactement ces terribles menaces étrangères à notre culture, autres que la menace américaine.

[Français]

Mme Tremblay: Monsieur le Président, je pense que la plus grande menace pour tous les pays du monde, ce sont les États-Unis. Les Américains ont voulu, tout de suite après la guerre, imposer leur culture à l'ensemble des pays européens qui étaient dans la dèche après la guerre.

Il y a eu une réaction mondiale disant: «Non, non, non, les films américains n'entreront pas sur notre marché aussi facilement que cela.» Il y a eu cette fameuse entente pour la production cinématographique.

Quand la télévision a commencé ici, au Canada, les Américains ont voulu à nouveau venir nous envahir; ils ont même boycotté le Canada pendant un certain temps. Et quand ils ont vu qu'on ne cédaient pas et qu'on avait des règlements qui empêchaient l'envahissement américain, ils ont fini par accepter de parler. Ce que les Américains essaient de faire présentement, c'est de revenir par la bande et à nouveau vouloir imposer la culture américaine partout, d'un océan à l'autre, en oubliant aucun, parce qu'ils ont les moyens de le faire. Et le jour où tout le monde ne verra que des films américains, que des *soaps* américains, que des nouvelles américaines, que des variétés américaines, ce monde ne sera plus démocratique parce que la démocratie, ça commence d'abord entre les deux oreilles.

• (1230)

[Traduction]

M. Bob Mills (Red Deer, Réf.): Monsieur le Président, je suis choqué par cette réponse, à savoir que la terrible menace, ce sont les États-Unis.

Je n'arrive vraiment pas à m'imaginer pourquoi une partie du Canada, quelle qu'elle soit, voudrait la séparation. De toute évidence, le reste du Canada va considérer d'un oeil moins favorable une province qui veut se séparer et détruire par là le pays dans lequel nous croyons.

Ils seront alors forcés de traiter avec les Américains et leur culture sera complètement dominée. Le meilleur moyen, à mon avis, pour le Québec de perdre sa culture, c'est de se séparer et de devenir totalement tributaire des États-Unis.

Je ne comprends strictement rien à cette réponse.

[Français]

Mme Tremblay: C'est très facile à comprendre, monsieur le Président. Nous sommes francophones, les Américains sont des Anglais. Nous n'écoutons pas les postes américains. Nous écoutons Radio-Canada français, TVA et TQS, en grande majorité parce que ce qu'on produit au Québec est d'une qualité tellement supérieure à ce qui se produit du côté américain et anglophone, qu'on n'a pas besoin de «zaper» chez les Anglais pour passer une

bonne soirée à la télé. Nous écoutons notre télé. Nous avons en plus des ententes avec le monde de la francophonie avec TV5. Nous sommes satisfaits. Mais les anglophones dorment présentement et ne se rendent pas compte du rouleau compresseur américain qui est à leurs frontières. Tant pis, si vous voulez dormir et devenir des Américains, nous, nous resterons parce que nous sommes Québécois et Québécoises. Nous le resterons en quittant ce pays qui dort.

[Traduction]

M. Jake E. Hoepfner (Lisgar—Marquette, Réf.): Monsieur le Président, c'est un privilège et un honneur que de pouvoir prendre la parole au sujet du projet de loi C-57.

Avant de commencer mon discours, je voudrais faire une ou deux observations au sujet de ce que j'ai entendu ce matin. J'ai pas mal voyagé, et je pense que la culture est très importante. Je n'ai jamais rencontré une vache qui parlait français ou un poulet qui parlait l'anglais ou le français. J'ai eu mes oeufs et mon jambon frits par des gens de différentes cultures et je les ai toujours appréciés, indépendamment de la langue du cuisinier.

Je pense que c'est une chose qui masque parfois les problèmes que nous avons. Pour moi, l'important est de considérer les vraies questions et de s'assurer qu'on ne détruise pas ces choses qui nous aident à survivre ou qui nous donnent la possibilité de vivre dans ce pays.

Comme nous le savons, ce projet de loi officialise l'entière participation du Canada à l'Organisation internationale du commerce. Il résulte de notre signature, en avril dernier, de l'accord de l'Uruguay Round négocié dans le cadre du GATT.

Cet accord est le résultat de la plus vaste et de la plus complexe des négociations commerciales jamais entreprises. Le document final comportait plus de 25 accords distincts. Les nations signataires se sont engagées à éliminer les tarifs douaniers et les autres obstacles au commerce.

Pour le Canada, l'accord signifie que nous devons modifier au moins 31 lois. Chaque pays devra modifier ses programmes d'aide et de subventions et ses mesures de contrôle aux frontières pour les rendre conformes à des normes mondiales.

Il y aura une réduction du volume des exportations subventionnées.

• (1235)

Celles-ci devront être réduites de 21 p. 100 sur une période de six ans se terminant en 2001. Ce que nous dépensons en subventions à l'exportation doit être réduit de 36 p. 100 pendant cette même période.

Les programmes d'aide sur le marché intérieur doivent aussi être réduits de 20 p. 100 pendant la période de six ans, et la réduction minimale pour une denrée est de 15 p. 100. Les programmes de développement régional, de recherche, de protection de l'environnement et de protection du revenu agricole sont à l'abri de ces réductions.